



VILLE DE
HOUILLES

ARRÊTÉ DU MAIRE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT RUE FERDINAND BUISSON

—
République Française
Département des Yvelines

—
Direction Aménagement et Environnement
Arrêté temporaire n° 24/463 AV

Le Maire de la Ville de Houilles, Conseiller départemental des Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R 417-12,

Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, modifiés,

Vu l'arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,

Vu l'arrêté réglementant la coordination et la sécurité des travaux (Voirie - Réseaux - Divers), sur les voies ouvertes à la circulation publique, du 4 janvier 1993,

Vu le Règlement de voirie de la ville de Houilles, publié le 22 mars 2012,

Considérant la demande en date du 25/10/2024, de la société ENGESTRAMI, 119 rue BORDIER, 60150 LONGUEIL ANNEL, pour neutraliser le stationnement ponctuellement afin de permettre la livraison de matériel sur le chantier.

Considérant la nécessité de réglementer temporairement la circulation et le stationnement, pour assurer tant la sécurité sur le chantier que celle des usagers, rue Diderot.

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Du 28 novembre 2024 au 28 février 2025, de 9h30 à 15h30 la société ENGESTRAMI est ponctuellement autorisée à modifier la circulation et neutraliser le stationnement, afin de permettre la livraison de matériel sur le chantier dans l'impasse du Chemin Vert.

Article 2 : la société ENGESTRAMI est autorisée à neutraliser ponctuellement le stationnement de 9h30 à 15h30 pour permettre la livraison dans la voie suivante : rue Fernand Buisson, n°63 au n°67.

- L'entreprise ENGESTRAMI devra s'assurer de laisser l'accès libre aux riverains de l'impasse du Chemin Vert.
- Lors du changement de côté de stationnement par quinzaine (stationnement côté pair) la société ENGESTRAMI pourra fixer le stationnement pour des livraisons côté impair.
- Afin d'assurer la fluidité de la circulation, une neutralisation du stationnement côté pair, au vis-à-vis et dans les 15 mètres de part et d'autre de l'impasse du Chemin Vert, pourra être instituée.
- Pour les nécessités du chantier, une restriction de circulation pourra être instituée dans la rue Ferdinand Buisson aux abords du chantier. L'entreprise devra s'assurer de la bonne fluidité du trafic routier.
- Les places de stationnement seront rendues au stationnement de 17h à 8h en semaine ainsi que les samedis et dimanches.
- Le présent arrêté de neutralisation de stationnement n'autorise pas le stockage de matériaux sur l'espace public.

Article 3 : Afin d'assurer la protection des piétons, il y aura lieu de laisser un cheminement libre de 1,40 m minimum de large. Celui-ci devra être accessible aux personnes à mobilité réduite. L'installation d'une rampe d'accès sera obligatoire en présence d'obstacles.

Article 4 : Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant selon l'article R-417-10 du Code de la Route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière conformément aux textes et lois en vigueur, **au droit et au vis-à-vis de l'intervention citée Article 2.**

Article 5 : L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Article 6 : L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Du 16 décembre 2024 au 12 janvier 2025, la TREVE DES CONFISEURS impose que les travaux sur le domaine public soient suspendus. Le matériel de signalisation et sécurité de chantier, ainsi que tous les déchets de chantier, doivent impérativement être évacués au plus tard le dernier jour d'autorisation de travaux du présent arrêté.

Article 7 : L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront toujours être assurées. En cas d'accident survenant pendant la durée du chantier, la responsabilité de l'entreprise restera toujours engagée dans le cas de sa propre défaillance dans l'observation des prescriptions ci-dessus édictées. De même, l'entreprise supportera la réparation de toutes dégradations aux propriétés publiques ou privées survenues de son fait sur toute l'étendue du chantier.

Article 8 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

Article 9 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 10 : Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise 48 heures avant la date de début des travaux au droit et au vis à vis des interventions. L'entreprise exécutant les travaux a pour obligation d'informer la police municipale de Houilles afin que celle-ci procède au constat de la conformité de l'affichage de l'arrêté.

Article 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L. 411-7 CRPA).

Article 12 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 13 : Madame la directrice du Cadre de vie, M. le Chef de service de la Police Municipale et M. le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait le 18 novembre 2024,

Le Maire, Conseiller départemental,

A blue ink signature of Julien Chambon is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MUNICIPALITE DE HOUILLES' and 'Versailles 6A'.